

## Actualités OFS



06 Industrie et services

Neuchâtel, octobre 2020

# Portrait des PME suisses, 2011–2018

Les petites et moyennes entreprises (PME) constituent la clé de voûte de l'économie suisse. Elles concentrent plus de 99% des entreprises marchandes et plus de deux-tiers des emplois. La Statistique structurelle des entreprises (STATENT) de l'Office fédéral de la statistique (OFS) fournit des chiffres détaillés et permet de dresser un portrait approfondi des PME suisses. La proportion de PME varie fortement en fonction des activités économiques et des régions géographiques. La taille de l'entreprise et l'appartenance à un groupe jouent un rôle déterminant dans l'intégration des PME aux flux mondialisés. Entre 2011 et 2018, les PME ont gardé une importance et une répartition géographique stable. Toutefois, la taille moyenne des PME a tendance à se réduire. En outre, les PME ont tendance à se spécialiser dans certaines activités économiques et à se concentrer dans les centres urbains.

## Introduction

Les petites et moyennes entreprises (PME) font l'objet d'une publication annuelle depuis l'année de référence 2014. La présente analyse porte sur 2018. Elle repose sur les derniers résultats de la Statistique structurelle des entreprises (STATENT) qui ont été diffusés au mois d'août 2020.

Les lecteurs habitués aux publications de l'OFS sur les PME remarqueront que le format de diffusion est différent depuis cette année. La présente publication se caractérise par le fait que l'attention porte sur un nombre limité de messages clés et par l'analyse de tendances rendue possible par la mise à disposition de huit années d'observation (2011–2018).

## Terminologie

La comptabilité nationale constitue le cadre de référence de la présente analyse. Elle offre une terminologie spécifique qui classe les différents types d'unités formant le tissu économique suisse dans différentes catégories. Ainsi, les unités peuvent être définies en tant qu'unités «marchandes» ou «non marchandes» et appartenir au secteur dit «privé» ou «public». Ces éléments sont brièvement présentés ci-dessous:

- On considère qu'une unité est marchande lorsqu'elle produit des biens et services qui sont mis sur le marché à des prix qui couvrent en grande partie les coûts de production. La production non marchande est celle qui est fournie gratuitement ou à des prix qui ne couvrent pas une part significative des coûts. D'une manière générale, on considère que les prix ne couvrent pas les coûts si les recettes provenant de la vente représentent moins de 50% des coûts de fabrication.
- On considère qu'une unité fait partie du secteur public lorsqu'elle est contrôlée par les pouvoirs publics. Le contrôle passe souvent, mais pas nécessairement seulement, par la détention d'une part significative du capital-actions. Il est important de relever ici qu'une unité publique peut être active sur un marché concurrentiel et être, de ce fait, un producteur marchand<sup>1</sup>.

<sup>1</sup> Il convient de préciser que la délimitation de ces unités se fonde ici sur les formes juridiques. Ces dernières sont un proxy pour estimer le contrôle, faute de données adéquates et exhaustives pour chiffrer la part des administrations publiques dans le capital-actions des différentes entreprises. Concrètement, les entreprises publiques marchandes sont constituées des entreprises ayant les formes juridiques suivantes: instituts de droit public, entreprises cantonales, de district, communales et entreprises publiques d'une corporation de droit public.

Le classement des possible des différentes unités est donné dans le tableau T1 ci-dessous. Les PME appartiennent à la catégorie des producteurs marchands. Cette catégorie, surlignée en gris dans la partie supérieure du tableau T1, délimite le champ d'analyse de cette publication.

## Unités marchandes et non marchandes selon le secteur

T1

Secteur		Définition	Exemples
Marchand	privé	Entreprise privée	Entreprises privées actives dans le commerce de détails
	public	Entreprise publique	Instituts de droit public, entreprises cantonales/communales tels que les hôpitaux universitaires, les entreprises de transports publics
Non marchand	privé	Institution sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM)	Partis politiques, syndicats, associations de consommateurs
	public	Administration	Administrations fédérales/cantonales/communales, police, service du feu et de secours

Source: OFS – Statistique structurelle des entreprises (STATENT)

© OFS 2020

## Nombre d'unités et d'emplois par secteur, en 2018

T2

Secteur		Unités		Emplois	
		Abs.	En %	Abs.	En %
Marchand	privé	591 963	97,2	4 283 555	81,6
	public	732	0,1	237 464	4,5
Non marchand	privé	11 579	1,9	191 772	3,7
	public	4678	0,8	537 167	10,2

Source: OFS – Statistique structurelle des entreprises (STATENT)

© OFS 2020

En se concentrant sur les unités marchandes, la présente analyse couvre la très grande majorité des unités (97,3%) et emplois (86,1%) suisses.

Finalement, les unités marchandes peuvent être subdivisées entre différentes classes de taille en fonction du nombre d'emplois. Cette classification permet de distinguer les PME des grandes entreprises. L'OFS définit les PME comme des unités marchandes occupant moins de 250 personnes<sup>2</sup>. Les PME comprennent ainsi les microentreprises, petites et moyennes entreprises (voir tableau T3).

<sup>2</sup> La définition des PME peut reposer sur différents critères. Outre le nombre de personnes, l'Union européenne utilise deux autres critères (au choix): le chiffre d'affaires annuel (limité à 50 millions d'euros maximum), ou le total du bilan (avec un plafond fixé à 43 millions d'euros). Pour plus d'informations sur la définition des PME au niveau européen, voir: <http://ec.europa.eu/eurostat/web/structural-business-statistics/structural-business-statistics/sme>

## Définition des classes de taille PME

T3

Classe de taille PME	Définition
<b>Petites et moyennes entreprises (PME)</b>	<b>1 à 249 emplois</b>
Microentreprises	moins de 10 emplois
Petites entreprises	10 à 49 emplois
Moyennes entreprises	50 à 249 emplois
<b>Grandes entreprises</b>	<b>250 emplois et plus</b>

Source: OFS – Statistique structurelle des entreprises (STATENT)

© OFS 2020

Une distinction entre PME «indépendante» ou PME faisant partie d'un groupe d'entreprises est également proposée dans cette publication. Cette distinction est rendue possible grâce à l'exploitation des données de la Statistique des groupes d'entreprises (STAGRE) de l'OFS<sup>3</sup>. Cette dernière permet de savoir si une unité est, ou non, membre d'un groupe. Ce faisant, on s'intéresse aux unités légales en tenant compte de leur contexte organisationnel. Dans la STAGRE, on parle de «groupe d'entreprises» lorsqu'une entreprise contrôle une ou plusieurs autres unités (filiales). L'unité de contrôle ultime (tête du groupe) est celle qui n'est pas elle-même contrôlée par une autre entité. Elle décide des orientations stratégiques et économiques du groupe et détient – directement ou indirectement – la majorité des droits de vote dans les entreprises du groupe. On utilise le terme d'entreprise «indépendante» lorsque celle-ci ne fait pas partie d'un groupe et «filiale» lorsque celle-ci est membre d'un groupe d'entreprises. Ainsi, la typologie des PME, qui se rapproche de celle d'Eurostat (l'office statistique de l'Union européenne) permet de distinguer les catégories d'entreprises suivantes:

## Catégories des entreprises en fonction de l'appartenance à un groupe

T4

Catégorie	Définition
<b>Petites et moyennes entreprises (PME)</b>	<b>Entreprises occupant moins de 250 personnes en Suisse</b>
– PME indépendantes	PME qui n'appartiennent à aucun groupe d'entreprises
– Groupes de PME:	PME qui appartiennent à un groupe d'entreprises
– Petits groupes de PME (< 250 emplois)	PME faisant partie d'un groupe dont l'ensemble des emplois en Suisse est inférieur à 250. Le groupe ainsi que les entreprises filiales sont considérées comme des PME
– Grands groupes de PME (>= 250 emplois)	PME faisant partie d'un groupe dont l'ensemble des emplois en Suisse est supérieur à 249. Selon les recommandations de l'UE, les entreprises de cette catégorie ne devraient pas être considérées comme des PME
<b>Grandes entreprises</b>	<b>Entreprises occupant 250 personnes ou plus en Suisse</b>

Sources: OFS – STATENT, STAGRE

© OFS 2020

<sup>3</sup> L'OFS a publié pour la première fois cette statistique en décembre 2018. Pour de plus amples informations, voir: <https://www.bfs.admin.ch/bfs/fr/home/statistiques/industrie-services/stagre.html>

Cette typologie sera exclusivement utilisée dans le cadre de l'analyse sur les caractéristiques des PME qui contribuent au commerce extérieur de biens. Cette analyse est proposée en fin de publication. Les analyses ci-dessous appliquent la définition «stricte» des PME, à savoir : toutes entreprises occupant moins de 250 personnes indépendamment de leur appartenance à un groupe.

### Les PME sont de plus en plus petites...

En 2018, la Suisse compte près de 600 000 entreprises pour environ 4,5 millions d'emplois. 99,7% des entreprises ont moins de 250 emplois et sont donc définies comme PME. Plus de deux tiers des emplois suisses (67,2%) se concentrent au sein des PME.

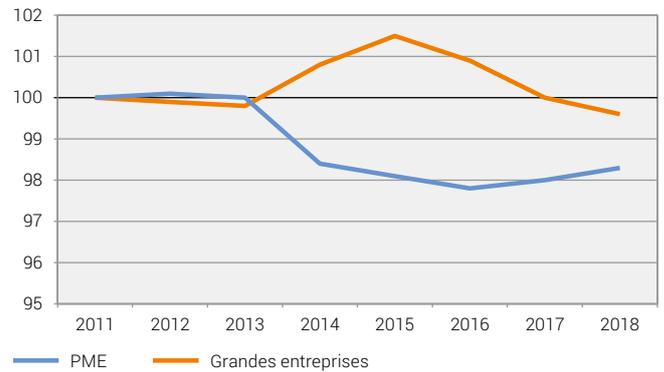
Les proportions sont relativement stables entre 2011 et 2018 (voir tableau T5). Si l'on s'attarde sur les classes de taille au sein des PME, on relève une légère augmentation de la part de microentreprises en termes d'unités (+0,2 point de pourcentage), mais une diminution en termes d'emplois (-0,9 pp). Sur la période 2011-2018, cela se traduit par une baisse de la taille moyenne des PME alors que les grandes entreprises conservent une taille moyenne globalement stable (après un pic en 2015). L'évolution contrastée de la taille moyenne entre PME et grandes entreprises est mise en évidence dans le graphique G1.

Après cette première vue d'ensemble, il s'agit de mettre en évidence l'évolution des PME et leurs apports à la croissance du nombre d'entreprises et d'emplois. Le graphique G2 décompose la contribution à la croissance du nombre d'entreprises et d'emplois par classe de taille.

Depuis 2011, l'évolution du nombre d'entreprises et d'emplois est positive malgré une croissance moins forte en 2015. Les microentreprises contribuent de façon significative à la croissance du nombre d'entreprises alors que la croissance de l'emploi est principalement imputable aux grandes entreprises avec une contribution plus homogène entre les différentes classes de taille.

### Évolution de la taille moyenne des PME vs grande entreprise (2011=100)

G1



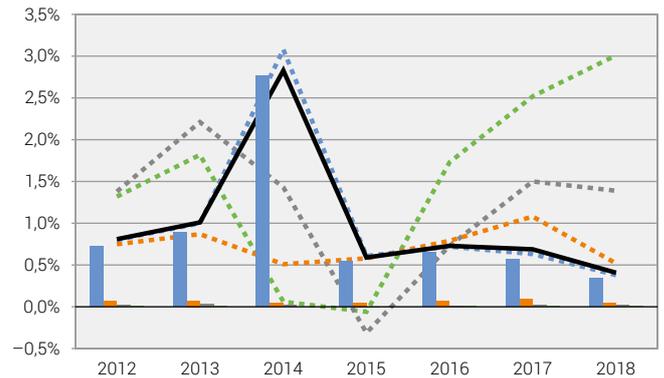
Source: OFS – Statistique structurelle des entreprises (STATENT)

© OFS 2020

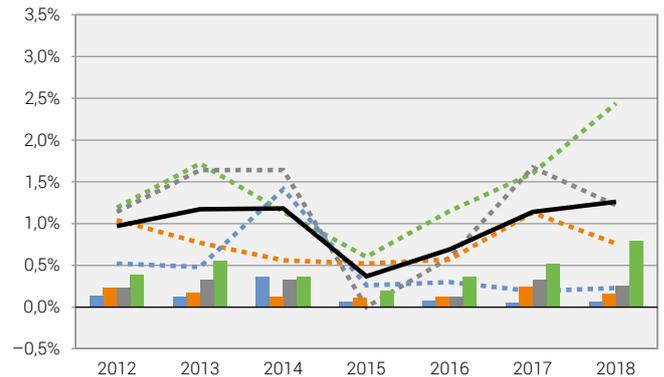
### Contribution à la croissance du nombre d'entreprises marchandes et d'emplois selon la classe de taille, de 2012 à 2018

G2

#### Entreprises marchandes



#### Emplois



— Taux de croissance de toutes les classes de taille confondues

#### Contribution à la croissance

- Microentreprises
- Petites entreprises
- Moyennes entreprises
- Grandes entreprises

#### Taux de croissance annuel

- Microentreprises
- Petites entreprises
- Moyennes entreprises
- Grandes entreprises

Source: OFS – Statistique structurelle des entreprises (STATENT)

© OFS 2020

## Nombre d'entreprises et d'emplois par classes de taille, 2018

T5

	Entreprises				Emplois			
	2011		2018		2011		2018	
	Abs.	En %	Abs.	En %	Abs.	En %	Abs.	En %
<b>Total</b>	<b>552 543</b>	<b>100,0</b>	<b>592 695</b>	<b>100,0</b>	<b>4 225 862</b>	<b>100,0</b>	<b>4 521 019</b>	<b>100,0</b>
Petites et moyennes entreprises (PME)	551 028	99,7	591 016	99,7	2 882 040	68,2	3 039 326	67,2
Microentreprises	494 728	89,5	531 499	89,7	1 123 163	26,6	1 161 669	25,7
Petites entreprises	47 824	8,7	50 311	8,5	918 820	21,7	969 120	21,4
Moyennes entreprises	8 476	1,5	9 206	1,6	840 057	19,9	908 537	20,1
Grandes entreprises	1 515	0,3	1 679	0,3	1 343 822	31,8	1 481 693	32,8

Source: OFS – Statistique structurelle des entreprises (STATENT)

© OFS 2020

## de plus en plus tertiarisées...

Après avoir évalué l'importance des PME au fil des dernières années, une analyse de leur évolution au sein des différents secteurs économiques est proposée ici.

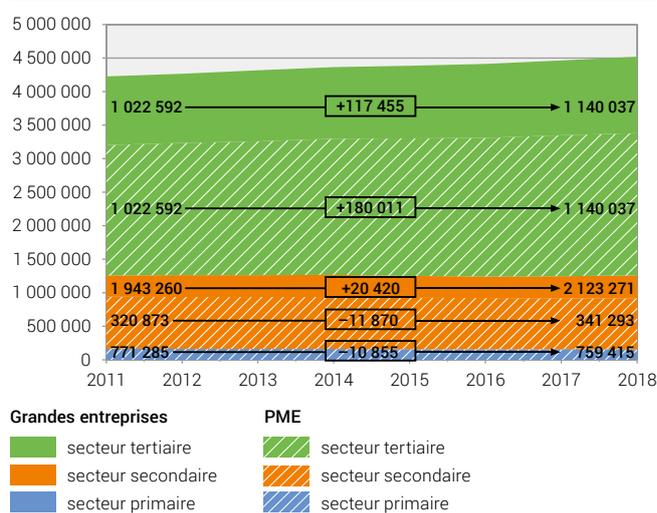
Entre 2011 et 2018, les PME et les grandes entreprises du secteur tertiaire gagnent respectivement 180 011 et 117 445 emplois, rajoutant ainsi près de 300 000 emplois au secteur des services. Dans le secteur secondaire, l'emploi augmente de manière plus modeste avec quelque 8550 emplois additionnels sur la même période. Cette évolution positive est toutefois contrastée puisqu'elle concerne uniquement les grandes entreprises. En effet, ces dernières comptent quelque 20 400 emplois supplémentaires alors que les PME en perdent près de 12 000. Quant au secteur primaire, la tendance est à l'effritement avec un recul de plus de 10 000 emplois entre 2011 et 2018. Cette perte est exclusivement imputable aux PME qui concentrent la quasi-totalité des emplois de ce secteur.

Ainsi, sur la période 2011–2018, les PME emploient davantage de personnes. Toutefois, contrairement aux grandes entreprises qui comptabilisent davantage d'emplois dans les trois secteurs économiques, la hausse du nombre de places de travail dans les PME se limite au secteur tertiaire.

Une analyse plus fine au niveau des activités économiques<sup>4</sup> permet d'expliquer les différentes évolutions sectorielles présentées ci-dessus.

## Évolution et répartition des emplois par secteur économique et classe de taille, de 2011 à 2018

G3



Source: OFS – Statistique structurelle des entreprises (STATENT)

© OFS 2020

<sup>4</sup> Les activités économiques sont définies dans la Nomenclature générale des activités économiques (NOGA). Pour plus d'informations sur les niveaux de classification et les codes utilisés, consulter: <https://www.kubb-tool.bfs.admin.ch/fr>

## de plus en plus spécialisées...

En 2011 tout comme en 2018, l'industrie manufacturière (C) est l'activité la plus importante en termes d'emplois suivie de près par le commerce (G) et finalement par la santé et l'action sociale (Q).

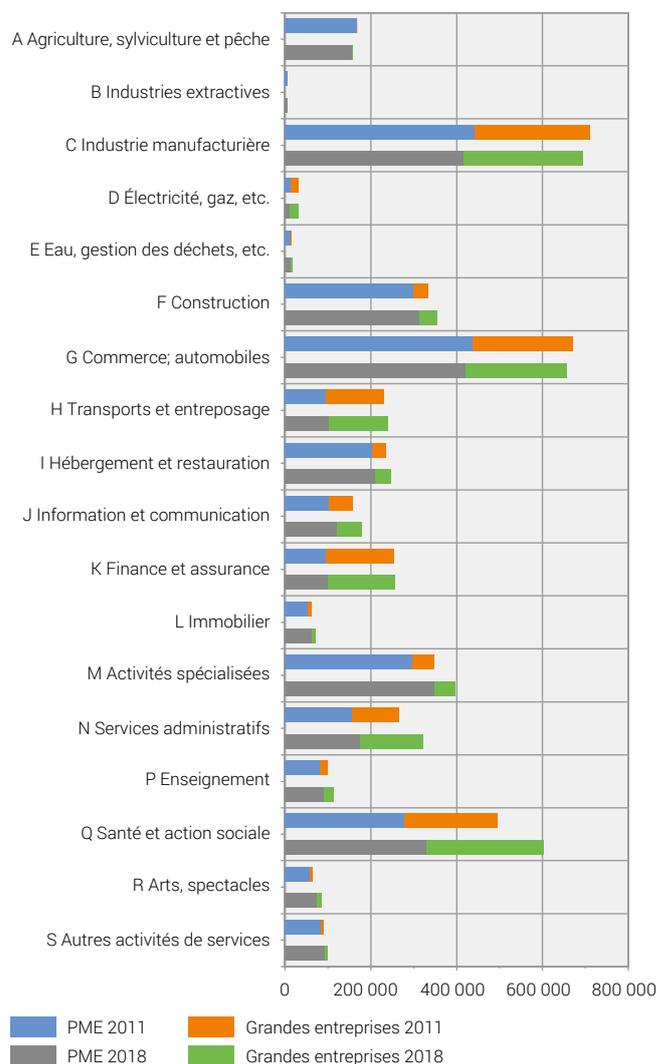
Entre ces deux années de référence, l'industrie manufacturière et le commerce ont supprimé respectivement près de 25 000 et 17 000 emplois au sein des PME alors que les grandes entreprises ont créé près de 9 000 emplois dans l'industrie manufacturière et 3 000 emplois dans le commerce. Ainsi, les pertes d'emplois des PME ne sont pas intégralement compensées par la hausse des emplois au sein des grandes entreprises. Pour ces deux activités de premier ordre, il en résulte finalement un recul de respectivement 16 000 et 14 000 emplois.

À l'opposé, la «santé et action sociale» s'est largement renforcée entre 2011 et 2018 avec la création de plus de 110 000 emplois. Cela représente la plus forte progression de l'emploi en valeur absolue parmi toutes les branches d'activités économiques. Tant les PME que les grandes entreprises ont contribué à cette dynamique. Pour les grandes entreprises, les «activités hospitalières» (+34 117 emplois) et les «hébergements médicalisés» (+13 961 emplois) concentrent plus de 80% de la hausse de l'emploi. Pour les PME, ce sont les «autres activités pour la santé humaine» (+19 389) ainsi que la «médecine spécialisée» (+13 280) qui expliquent environ deux tiers de la hausse de l'emploi. Dans ces deux domaines, la croissance de l'emploi est accompagnée d'une augmentation importante du nombre de PME, avec respectivement plus de 8 000 unités supplémentaires pour les «Autres activités pour la santé humaine» et 3 700 unités pour la «médecine spécialisée». Il est intéressant de relever que les activités des «médecins généralistes» ont progressé dans des proportions dix fois moindres que la «médecine spécialisée» avec quelque 300 unités et 1 300 emplois supplémentaires, PME et grandes entreprises confondues.

Une croissance plus forte de l'emploi des PME actives dans des activités scientifiques et spécialisées s'observe également dans d'autres domaines. Par exemple, les activités d'architectes et d'ingénieries (NOGA 71) ou la programmation informatique (NOGA 6201) comptent respectivement près de 17 500 et plus de 13 000 emplois supplémentaires au sein des PME alors que les grandes entreprises progressent à un rythme beaucoup plus modéré avec respectivement 1 400 et 715 emplois supplémentaires. Il est par ailleurs intéressant de noter que ce dynamisme des PME actives dans des domaines de pointe se concentre dans des petites voire très petites structures, contribuant ainsi à la baisse de la taille moyenne des PME évoquée ci-dessus.

## Répartition des emplois par activité économique et classe de taille, 2011 et 2018

G4



Source: OFS – Statistique structurelle des entreprises (STATENT)

© OFS 2020

## et de plus en plus attirées par les centres urbains

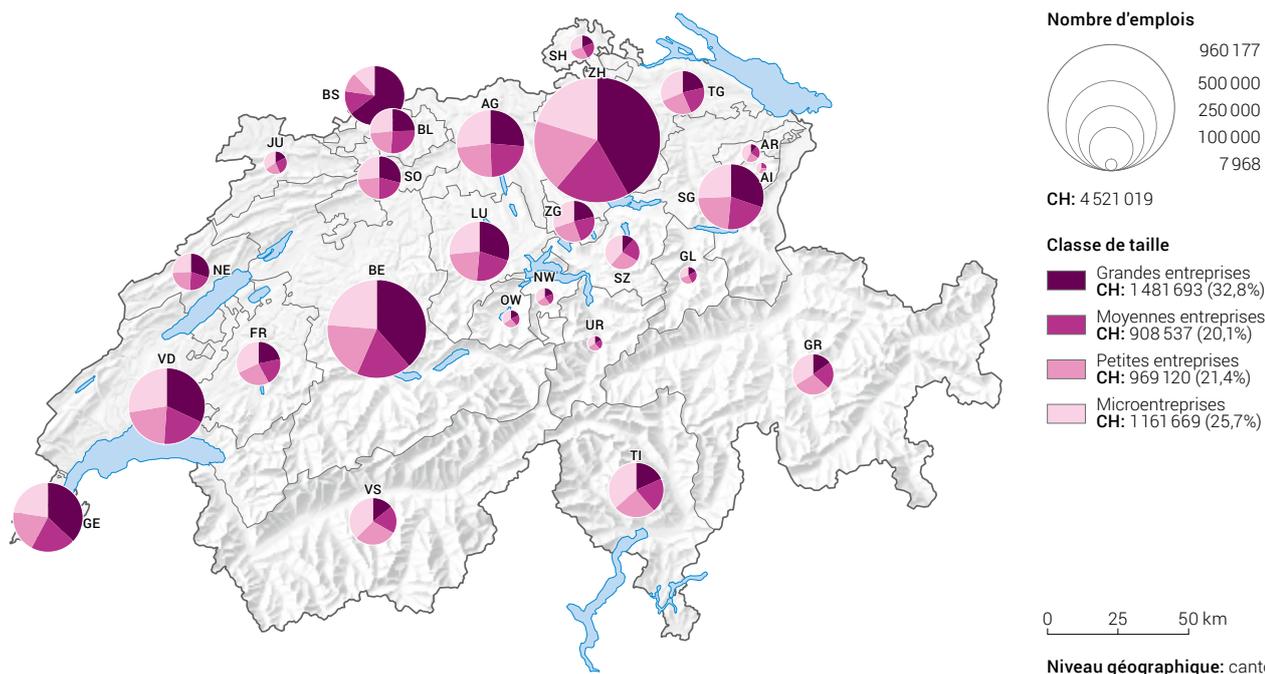
Nous proposons maintenant d'analyser la répartition géographique des PME. La part des PME est très forte dans tous les cantons, et ce de façon relativement homogène. Toutefois, la situation est plus contrastée au niveau des emplois (voir graphique G5). Les cantons à caractère plus urbains (Bâle-Ville ou Zurich par exemple) ont une structure différente des cantons plus ruraux (Appenzell Rhodes-Intérieures ou Schwyz par exemple). Les premiers ont une forte proportion d'emplois dans les grandes entreprises, tandis que les seconds ont des emplois principalement dans les microentreprises et les petites entreprises.

En analysant les évolutions des emplois et des entreprises par type de commune (voir tableau T6), on constate que les centres urbains bénéficient d'un réel attrait, tant auprès des grandes entreprises que des microentreprises. En effet, les microentreprises, dont la taille tend à se réduire, ont tendance à se concentrer davantage dans les communes urbaines. En effet, la part relative de ces dernières dans l'emploi progresse de +1,2 point

de pourcentage entre 2011 et 2018. Une tendance inverse est relevée dans les communes rurales (-0,4 pp) et périurbaines (-0,8 pp). Il est intéressant de relever que la hausse de la part des microentreprises dans les communes urbaines est associée à une baisse de la part des emplois (-0,2 pp), ce qui explique la baisse tendancielle de la taille moyenne des microentreprises relevée précédemment. À l'inverse, la taille moyenne des grandes entreprises à tendance à croître car leurs emplois, principalement dans les communes urbaines, augmentent (+0,7 pp) alors que leur part relative reste stable en termes du nombre d'entreprises.

### Répartition des emplois par classe de taille, en 2018

G 5



Source: OFS – Statistique structurelle des entreprises (STATENT)

© OFS 2020

## Répartition des emplois et des entreprises par classe de taille et typologie de commune, 2011 et 2018

T6

Classe de taille	Typologie de commune	Entreprises		Emplois	
		2011	2018	2011	2018
<b>Total</b>		<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>
PME	Urbain	62,3%	63,5%	46,4%	46,0%
	Rural	19,6%	19,2%	12,4%	12,2%
	Intermédiaire (périurbain dense et centres ruraux)	17,8%	17,0%	9,4%	9,0%
Microentreprises	Urbain	55,2%	56,4%	16,2%	16,0%
	Rural	17,8%	17,4%	5,3%	5,0%
	Intermédiaire (périurbain dense et centres ruraux)	16,6%	15,8%	5,1%	4,7%
Petites entreprises	Urbain	6,0%	5,9%	15,2%	15,0%
	Rural	1,6%	1,5%	4,0%	3,9%
	Intermédiaire (périurbain dense et centres ruraux)	1,1%	1,0%	2,6%	2,5%
Moyennes entreprises	Urbain	1,1%	1,1%	15,0%	15,0%
	Rural	0,3%	0,3%	3,1%	3,3%
	Intermédiaire (périurbain dense et centres ruraux)	0,1%	0,1%	1,7%	1,8%
Grandes entreprises	Urbain	0,2%	0,2%	28,9%	29,6%
	Rural	0,0%	0,0%	2,1%	2,2%
	Intermédiaire (périurbain dense et centres ruraux)	0,0%	0,0%	0,8%	0,9%

Source: OFS – Statistique structurelle des entreprises (STATENT)

© OFS 2020

## Les PME sont rarement rattachées à des groupes et sont relativement peu actives dans le commerce extérieur de biens

Petit pays en plein cœur de l'Europe, la Suisse est confrontée au défi des chaînes de valeurs de plus en plus mondialisées. Si la fragmentation des fonctions de production est globalement orchestrée par les groupes d'entreprises multinationales, il est intéressant d'analyser le rôle des PME en prenant en compte les dimensions «Commerce extérieur de biens» et «Appartenance à un groupe».

À cette fin, on utilise les données de l'Administration fédérale des douanes (AFD) qui permettent d'identifier les entreprises actives sur le commerce extérieur de biens, et la statistique sur les groupes d'entreprises (STAGRE), qui fournit l'information sur l'appartenance à un groupe.

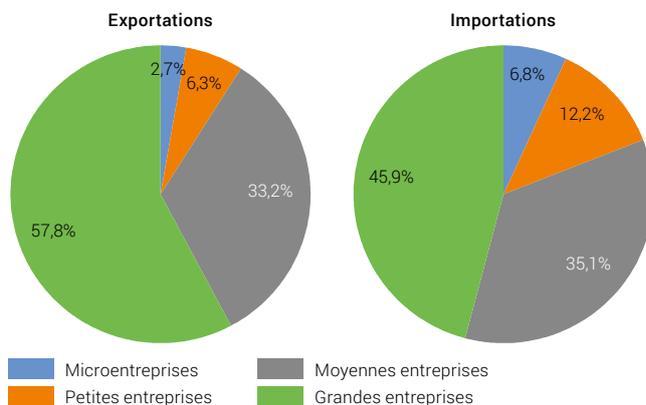
Le graphique G6 montre l'importance des grandes entreprises dans le commerce extérieur de biens. Elles génèrent à elles seules la moitié de la valeur, exprimée en francs, des échanges de biens entre la Suisse et l'étranger, avec une proportion de 58% à l'exportation et de 46% à l'importation. Viennent ensuite les moyennes entreprises (33% des exportations et 35% des importations), suivies des petites et enfin des microentreprises. Toutes tailles confondues, les PME font relativement bonne figure en termes de volume d'import (54%) et d'export (42%). Il existe toutefois un lien étroit entre la taille et la valeur des importations et exportations de biens. Plus l'entreprise compte d'emplois, plus grande est sa part dans le commerce extérieur de biens.

Cependant, pour prendre la pleine mesure de l'importance des PME dans les échanges commerciaux avec l'étranger, il est nécessaire d'aller un pas plus loin en considérant les caractéristiques des unités importatrices et exportatrices indépendamment des montants absolus des transactions (voir graphique G7).

En Suisse, moins d'un quart des entreprises (24,3%) sont actives avec l'étranger via au moins une exportation ou une importation de biens. Ces entreprises représentent plus de deux tiers (68,4%) de l'ensemble des emplois de l'économie marchande. À l'exception des microentreprises, toutes les classes de taille comptent davantage d'entreprises et d'emplois liés au commerce extérieur, avec notamment une immense majorité de grandes entreprises qui participent aux exportations (92,9%) et importations (96,5%) de biens. Le graphique G7 illustre clairement une relation positive entre la taille des entreprises et la participation au commerce extérieur de biens.

Au côté de la taille de l'entreprise, l'appartenance à un groupe ressort également comme une caractéristique essentielle des entreprises actives dans le commerce extérieur de biens. Selon une étude récente de l'OFS sur le comportement des groupes d'entreprises<sup>5</sup>, neuf dixièmes des transactions du commerce extérieur de biens (en francs suisses) sont réalisés par des entreprises membres d'un groupe. Qu'en est-il des PME suisses? Dans quelle mesure appartiennent-elles à un groupe? Le cas échéant, sont-elles relativement plus actives dans le commerce extérieur de biens?

## Quotepart des valeurs des exportations et importations de biens par classe de taille, 2018 G6



Source: OFS – STATENT, AFD

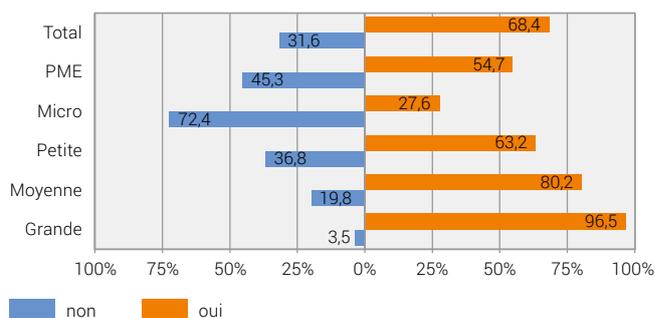
© OFS 2020

## Commerce extérieur de biens, répartition des entreprises et des emplois par classe de taille, 2018 G7

### Entreprises actrices



### Emplois des entreprises actrices



Source: OFS – STATENT, AFD

© OFS 2020

<sup>5</sup> «Portrait des groupes d'entreprises en Suisse 2014–2018», OFS, 29.11.2019, disponible via: <https://www.bfs.admin.ch/bfs/fr/home/statistiques/industrie-services/stagre.assetdetail.10787654.html>

La terminologie des différentes catégories d'entreprises présentée en début de cette publication permet d'apporter quelques éléments de réponses (voir tableau T7).

La répartition des entreprises et emplois exprimée selon l'appartenance à un groupe (voir tableau T7) montre que les entreprises suisses sont majoritairement des PME indépendantes (95,3%). Moins d'une PME sur 20 fait partie d'un groupe d'entreprises. L'image est différente lorsqu'on s'intéresse au nombre d'emplois concentrés au sein des groupes de PME. Ici, la part relative est supérieure à 15% des emplois suisses. Par ailleurs, la part au volume des échanges est conséquente pour les groupes de PME (39,2%) et les grandes entreprises (53,2%). Vues sous cet angle, les PME indépendantes ont un rôle marginal (7,6% du volume des échanges) alors qu'elles représentent plus de 95% des entreprises et la moitié des emplois (52,5%).

On peut ainsi conclure que les PME suisses sont relativement peu contrôlées par des groupes. Celles qui font partie d'un groupe ont une taille moyenne et un poids dans le commerce extérieur de biens beaucoup plus significatifs.

Le graphique G8 illustre le contraste entre les PME indépendantes et les groupes de PME. Seule une PME indépendante sur cinq (22,4%) est actrice dans le commerce extérieur de biens. Cette proportion monte à près de deux tiers pour les PME faisant partie d'un groupe.

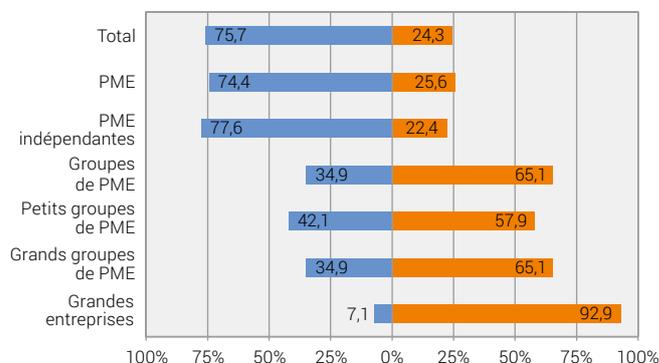
Il ressort de cette analyse que non seulement la taille de l'entreprise mais aussi l'appartenance à un groupe jouent un rôle déterminant dans les échanges internationaux de biens.

On peut également relever une faible contribution au commerce extérieur de biens des entreprises de moins de 10 emplois et des PME indépendantes. Ces mêmes profils d'entreprises, qui représentent la grande majorité des PME, pèsent considérablement sur la propension globale des PME à être actrices dans le commerce extérieur (25,6%).

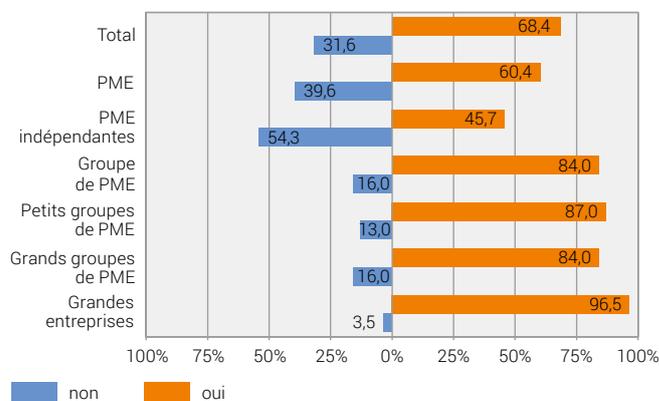
## Part des entreprises et des emplois participant au commerce extérieur de biens par type d'entreprise, 2018

G8

### Entreprises actrices



### Emplois des entreprises actrices



Source: OFS – STATENT, AFD

© OFS 2020

## Volume des imports/exports et nombre d'entreprises et d'emplois par catégorie d'entreprise, 2018

T7

Catégorie	Entreprises		Emplois		Emplois moyens	Volume imports/exports	
	Nombre	en %	Nombre	en %		en millions de francs	en %
<b>Total entreprises marchandes</b>	<b>592 695</b>	<b>100</b>	<b>4 521 019</b>	<b>100</b>	<b>7,6</b>	<b>519 270,82</b>	<b>100</b>
PME:	591 016	99,7	3 039 326	67,6	5,1	242 804,25	46,8
– PME indépendantes	564 539	95,3	2 357 679	52,5	4,2	39 244,66	7,6
– Groupes de PME:	26 477	4,5	681 647	15,1	25,7	203 559,59	39,2
– Petits groupes de PME (< 250 emplois)	21 779	3,7	432 127	9,4	19,8	119 438,23	23,0
– Grands groupes de PME (>= 250 emplois)	4 698	0,8	249 520	5,7	53,1	84 121,35	16,2
Grandes entreprises	1 679	0,3	1 481 693	32,4	882,5	276 466,58	53,2

Sources: OFS – STATENT, STAGRE, AFD

© OFS 2020

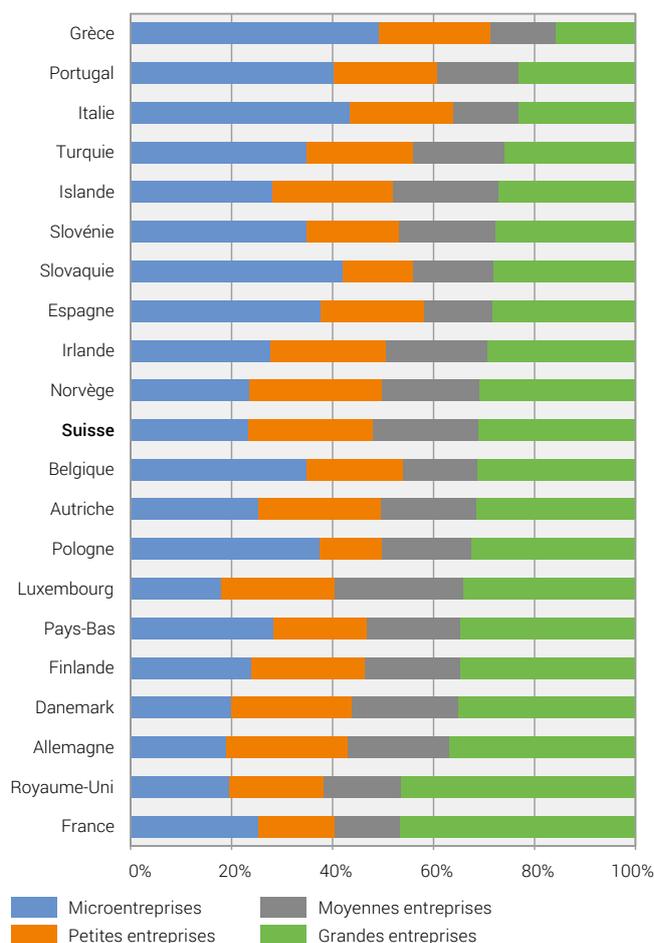
## Les PME suisses sensiblement plus grandes en comparaison internationale

Au niveau international, les PME représentent la grande majorité des entreprises en 2017, dernière année pour laquelle les données sont disponibles pour un nombre significatif de pays<sup>6</sup>. Selon le tableau T8, sur l'ensemble des pays considérés, la part des PME dans l'économie marchande est supérieure à 99,5%. Au sein des PME, les pays présentent toutefois des structures différentes. Avec 86,8% de microentreprises, la Suisse compte, avec l'Allemagne (82%), parmi les pays ayant le moins de microentreprises. À contrario, la Suisse possède davantage de petites et moyennes entreprises.

Le poids relativement plus important des entreprises d'au moins dix emplois a pour conséquence que la Suisse dispose de PME globalement grandes en comparaison internationale. Il induit également une relative homogénéité de la répartition des emplois entre les différentes classes de taille. Par contre, en termes de places de travail offertes par les PME (voir graphique G9), la Suisse se place dans la moyenne des pays considérés.

## Répartition des emplois par classes de taille pour une sélection de pays, 2017

G9



Sources: OFS – Statistique structurelle des entreprises (STATENT);  
OECD – SDBS (Structural Business Statistics)

© OFS 2020

<sup>6</sup> Les données proviennent de la base de données de l'OCDE sur les statistiques structurelles des entreprises (Dataset: SDBS Structural Business Statistics (ISIC Rev. 4)). Par rapport à la publication de l'OFS sur les PME en 2017, la Nouvelle-Zélande a été abandonnée à cause du manque de données. À l'inverse, la Belgique a été introduite dans l'analyse.

<sup>7</sup> Il convient de noter que la définition de l'économie marchande utilisée dans les bases de données de l'OCDE sur les statistiques structurelles est très différente de celle utilisée dans les chapitres précédents. En Suisse, l'économie marchande exclut les administrations publiques ainsi que les institutions sans but lucratif (ISBLSM) au service des ménages. L'OCDE applique un découpage qui va au-delà de cette définition. Ainsi, outre les administrations et les ISBLSM, le périmètre de consolidation de l'OCDE exclut également l'agriculture, les branches d'intermédiations financières (banques et assurances), les branches d'activités économiques proches de l'État (enseignement, santé et action sociale) ainsi que les branches artistiques, récréatives et des autres activités de services. Les chiffres pour la Suisse ont dès lors été adaptés afin de correspondre au cadre d'analyse de référence de l'OCDE.

## Répartition des entreprises par classes de taille pour une sélection de pays, en 2017

T8

Pays	Microentreprises	Petites entreprises	Moyennes entreprises	PME	Grandes entreprises	Nombre d'entreprises
Grèce	95,7%	3,9%	0,4%	99,9%	0,1%	712 756
Italie	94,7%	4,6%	0,5%	99,9%	0,1%	3 687 096
Portugal	95,2%	4,0%	0,6%	99,9%	0,1%	863 165
Slovaquie	97,0%	2,4%	0,5%	99,9%	0,1%	468 603
Espagne	94,4%	4,9%	0,6%	99,9%	0,1%	2 633 688
Pays-Bas	95,5%	3,6%	0,7%	99,9%	0,1%	1 150 144
France	95,5%	3,8%	0,6%	99,9%	0,1%	2 745 073
Belgique	94,8%	4,4%	0,7%	99,9%	0,1%	628 635
Slovénie	94,7%	4,3%	0,8%	99,8%	0,2%	140 951
Turquie	93,3%	5,6%	0,9%	99,8%	0,2%	2 842 168
Pologne	95,8%	3,1%	0,9%	99,8%	0,2%	1 723 602
Norvège	91,1%	7,6%	1,1%	99,8%	0,2%	295 048
Irlande	92,1%	6,5%	1,1%	99,8%	0,2%	262 947
Islande	93,5%	5,3%	1,0%	99,8%	0,2%	28 434
Finlande	91,1%	7,4%	1,3%	99,7%	0,3%	229 326
Royaume-Uni	90,1%	8,3%	1,3%	99,7%	0,3%	2 135 022
Danemark	88,7%	9,3%	1,7%	99,7%	0,3%	221 813
<b>Suisse</b>	<b>86,8%</b>	<b>11,0%</b>	<b>1,8%</b>	<b>99,7%</b>	<b>0,3%</b>	<b>368 449</b>
Autriche	87,1%	11,0%	1,6%	99,7%	0,3%	331 339
Luxembourg	87,3%	10,2%	2,0%	99,5%	0,5%	33 632
Allemagne	82,0%	15,1%	2,5%	99,5%	0,5%	2 491 438

Sources: OECD – SDBS (Structural Business Statistics); OFS – STATENT

© OFS 2020

## Résumé et bilan

Avec plus de 99% des unités et plus de deux tiers des emplois de l'économie marchande, les PME occupent une position prépondérante dans le tissu économique suisse. On peut relever plus particulièrement le fait que les entreprises de moins de dix emplois jouent un rôle déterminant dans la hausse du nombre d'entreprises entre 2011 et 2018.

Sur cette période, trois tendances spécifiques aux PME sont visibles: la réduction de leur taille moyenne, la spécialisation dans des domaines de pointe et une implémentation en hausse dans les communes urbaines. Les grandes entreprises ne sont toutefois pas en reste et contribuent de façon significative à la progression de l'emploi dans tous les secteurs alors que les PME y contribuent uniquement dans le secteur des services.

Le secteur de la santé et de l'action sociale, qui occupe la première place en termes de progression absolue de l'emploi, est emblématique de ces différentes évolutions. Les quelque 100 000 emplois supplémentaires au sein de cette branche entre 2011 et 2018 se partagent à part égale entre PME et grandes entreprises. Toutefois, pour les PME, la hausse de l'emploi se traduit aussi par une hausse significative du nombre d'entreprises, notamment dans certains domaines de pointe comme la médecine spécialisée. Pour les grandes entreprises, les emplois supplémentaires se concentrent dans des structures existantes, notamment dans les activités hospitalières.

Les PME suisses sont rarement membres d'un groupe d'entreprises. Toutefois l'analyse a montré que l'appartenance à un groupe et la taille de l'entreprise sont des traits caractéristiques des unités qui contribuent aux exportations et importations de biens de notre pays.

Finalement, en comparaison internationale, la Suisse a un tissu économique relativement plus homogène en termes de classes de taille d'entreprise. Toutefois, les analyses réalisées dans le cadre de cette publication soulignent une tendance à la polarisation, avec des PME de plus en plus petites d'une part, et des grandes entreprises de plus en plus grandes d'autre part.

---

<b>Éditeur:</b>	Office fédéral de la statistique (OFS)
<b>Renseignements:</b>	statent@bfs.admin.ch, tél. 058 463 62 66
<b>Rédaction:</b>	Joachim Welte, OFS
<b>Série:</b>	Statistique de la Suisse
<b>Domaine:</b>	06 Industrie et services
<b>Langue du texte original:</b>	français
<b>Mise en page:</b>	section DIAM, Prepress/Print
<b>Graphiques:</b>	section DIAM, Prepress/Print
<b>Cartes:</b>	section DIAM, ThemaKart
<b>En ligne:</b>	www.statistique.ch
<b>Imprimés:</b>	www.statistique.ch Office fédéral de la statistique, CH-2010 Neuchâtel, order@bfs.admin.ch, tél. 058 463 60 60 Impression réalisée en Suisse
<b>Copyright:</b>	OFS, Neuchâtel 2020 La reproduction est autorisée, sauf à des fins commerciales, si la source est mentionnée.
<b>Numéro OFS:</b>	1662-1800